Réduire les inégalités à Paris p06
Soutenir la région de Žilina p08
L'entretien p10

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Info

MAGAZINE TRIMESTRIEL DE LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE #3 2019

Coup de projecteur sur...

Relever de grands défis au niveau local

p04



Chère lectrice, cher lecteur,



La part de l'investissement public en Europe est nettement inférieure à celle observée dans le reste du monde, selon les derniers chiffres publiés par l'Observatoire mondial des finances et de l'investissement des collectivités territoriales, une nouvelle initiative de l'OCDE soutenue, entre autres, par la CEB. L'investissement public est particulièrement faible à l'échelon infranational, ce qui est problématique à l'aune du rôle important que jouent les villes et les régions dans le développement social. Des investissements publics insuffisants peuvent sérieusement entraver la productivité et les possibilités socioéconomiques des régions et des pays, et avoir un impact négatif sur leur résilience.

C'est pourquoi, au cours des cinq dernières années, la CEB a approuvé plus de 7 milliards d'euros de financements en faveur des villes et des régions de ses pays membres. Ce faisant, la Banque a permis de résorber les déficits de financement pour des investissements sociaux essentiels dans les infrastructures urbaines et rurales à travers toute une série de secteurs, dont l'éducation, la santé et le logement social. Ces investissements favorisent la cohésion sociale, contribuent à l'inclusion économique des plus vulnérables et protègent les collectivités contre les dérèglements climatiques.

Dans ce nouveau numéro d'**Info**, vous en saurez plus sur l'action menée par la CEB pour aider les villes et les régions d'Europe. Vous pourrez consulter l'article de Matthieu Tardis, chercheur à l'Institut français des relations internationales (Ifri), sur le rôle que les petites villes européennes peuvent jouer dans l'intégration des migrants et des réfugiés, et prendre connaissance de l'entretien avec Dorothée Allain-Dupré, responsable de l'Unité Décentralisation, investissement public et finances infranationales du Centre Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes de l'OCDE.

Vous trouverez également des informations sur les projets sociaux que la Banque a approuvés au cours du dernier trimestre (page 12). Plus de 60 % de ces financements sont destinés à soutenir des investissements sociaux entrepris par des collectivités locales. Notre engagement à identifier et à promouvoir des solutions durables pour le développement social des villes et des régions est également illustré par nos dernières publications ainsi que par nos événements. Rendez-vous à la page 17 d'**Info** pour plus de détails et rejoignez-nous pour notre conférence annuelle à Paris, le 5 décembre – un événement consacré aux «Régions et villes européennes : Moteurs de la croissance et du développement social ?».



Rolf Wenzel
Gouverneur, CEB

TRIBUNE

L'intégration des réfugiés
Comment les petites villes et les régions adoptent une approche inclusive pour accueillir les réfugiés et les migrants.
p4-5

Réduire les inégalités à Paris
Un programme ambitieux de la Ville de Paris, soutenu par la CEB, répond à trois grands objectifs.
p6-7

Renforcer les services locaux
La CEB finance la modernisation des soins de santé, de l'éducation, des infrastructures et des établissements culturels dans la région de Žilina, en République slovaque.
p8-9

L'entretien
Info s'entretient avec Dorothée Allain-Dupré du Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes de l'OCDE.
p10-11

Derniers prêts approuvés
Dix-neuf nouveaux prêts approuvés par la CEB mobiliseront un investissement total de plus de € 3 milliards.
p12-13

La CEB au Portugal
Un aperçu des réunions et événements de la CEB qui ont eu lieu à Lisbonne cet été.
p14

Partager les connaissances, proposer des solutions
Un nouveau rapport technique de la CEB examine le rôle des organisations à but non lucratif dans l'octroi de logements aux groupes vulnérables.
p15

Actualités, événements et publications
Les dernières actualités, les événements à venir et les publications récentes de la CEB.
p16

L'infographie
Un guide visuel illustrant le soutien que la Banque apporte aux villes et aux régions.
p18

Faire la lumière sur les villes et les régions

Pages 10-11





Info **est un magazine de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB), réalisé avec l'aide de Blackwood: weareblackwood.com**

CEB

Rédacteur en chef : Emilia Postolache
Conseiller : Jérôme Halb
Comité éditorial : Milan Bastovanovic ; Letizia Bertrand ; Monica Brezzi ; Katherine Delikoura ; Konstantin Doulamis ; Tony Fernández Arias ; Rachel Meghir ; Jacques Mirante-Péré ; Lana Paukovic ; Arnaud Violette

e-mail: info@coebank.org

Blackwood

Éditeur : Sally Motson
Directeur artistique : Andy Ritchie

Crédit photos : Toutes les images sont la propriété du titulaire du droit d'auteur individuel, sauf indication contraire. Reproduit par la CEB de bonne foi.

POUR EN SAVOIR PLUS **https://coebank.org**

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

55 avenue Kléber
FR-75116 PARIS
Tel: +33 (0)1 47 55 55 00
Fax: +33 (0)1 47 55 03 38
www.coebank.org

À propos de la CEB

Fondée en 1956, la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe) compte 41 États membres. En tant qu'instrument majeur de la politique de solidarité en Europe, la Banque finance des projets sociaux en mettant à leur disposition des ressources levées dans des conditions reflétant la qualité de sa notation. Elle accorde des prêts à ses États membres, à des établissement financiers et à des autorités locales pour le financement de projets dans le secteur social, conformément à son Satut.



L'intégration des réfugiés : les petites villes inventent-elles le modèle de demain ?

Matthieu Tardis, chercheur au Centre migrations et citoyennetés de l'Institut français des relations internationales (Ifri), explique la manière dont les petites villes accueillent les réfugiés et assistent à leur réinstallation.

L'année 2015 a constitué un tournant majeur dans l'accueil des populations migrantes et réfugiées en Europe. Cette question est sortie du seul périmètre des autorités de l'immigration et des associations d'aide aux migrants pour investir un espace public plus large du fait de l'ampleur des arrivées et de l'intensité du débat politique et médiatique. Des citoyens, des entreprises mais aussi des collectivités territoriales et des villes se sont interrogés sur le rôle qu'ils pouvaient jouer auprès des réfugiés et des migrants.

Parallèlement, l'accueil de ces populations a concerné une part plus large des territoires des pays européens, y compris les petites villes et les zones rurales, traditionnellement moins habituées à ce phénomène que les grands centres urbains. C'est particulièrement le cas dans le cadre des programmes de réinstallation des réfugiés, qui tendent à devenir une voie importante d'accès légal au territoire européen depuis 2015.

Or, parce qu'il s'agit d'une arrivée organisée et préparée, nombres d'États membres ont choisi de répartir ces réfugiés dans des zones moins confrontées que les métropoles européennes à la pénurie de logements. Les petites villes et les zones rurales sont ainsi devenues des laboratoires de solidarité dans lesquels nous pouvons déceler les prémices d'une autre manière d'accueillir les réfugiés.

Des territoires d'innovation et d'opportunités

Les tensions entre les États membres depuis 2015, ainsi que la montée des extrêmes droites en Europe – bien qu'antérieure à cette date – ont décrit un continent qui s'interroge sur sa tradition d'accueil des populations persécutées. Une étude réalisée en France par le Centre migrations et citoyennetés de l'Ifri[1] montre une toute autre image des petites villes et des zones rurales. Réalisée dans le cadre du projet européen SHARE Intégration (coordonné par ICMC Europe[2]), l'étude s'appuie sur une quarantaine d'entretiens auprès d'acteurs de terrain, et présente ces territoires comme des terres d'accueil et d'opportunités pour ces réfugiés. Loin de l'anonymat des grandes villes, la visibilité des réfugiés dans ces territoires enclenche un processus de mobilisation des autorités locales, des élus municipaux, des associations et surtout de la population. C'est cette capacité d'agir, facilitée par des relations interpersonnelles plus directes que dans les centres urbains et liée à un sentiment d'écrire une nouvelle page de l'histoire de ces villes et villages, qui constitue le moteur de l'inclusion des réfugiés dans leur nouvelle communauté.

[1] M. Tardis, « Une autre histoire de la crise des réfugiés. La réinstallation dans les petites villes et les zones rurales en France », *Les études de L'Ifri*, juillet 2019. Disponible sur : https://www.ifri.org/fr/publications/etudes-de-lifri/une-histoire-de-crise-refugies-reinstallation-petites-villes-zones (également disponible en anglais sur : https://www.ifri.org/en/publications/etudes-de-lifri/another-story-refugee-crisis-resettlement-small-towns-and-rural-areas).

[2] Voir une présentation du projet SHARE Integration : https://www.resettlement.eu/page/welcome-share-network.

La population locale est le principal atout des petites villes et des zones rurales. En se mobilisant auprès des réfugiés, ces populations locales constituent un formidable accélérateur d'intégration et de cohésion sociale. Ainsi, à rebours des idées reçues sur l'absence d'opportunités professionnelles, ces territoires connaissent souvent des pénuries de main d'œuvre. Or, la mise en contact entre les employeurs et les réfugiés par les nombreux bénévoles permettent d'éviter les processus de recrutement classiques – cv, lettre de motivation et entretien – souvent discriminants pour de nouveaux arrivants.

En replaçant le citoyen au cœur de l'accueil des réfugiés, ces territoires arrivent à compenser leurs handicaps. Mais cela n'exonère pas les autorités de leurs responsabilités. Or, on constate que cette intégration fonctionne d'autant plus que les autorités au niveau local accompagnent et soutiennent cette mobilisation, et qu'une répartition des rôles est définie avec les services publics et les travailleurs sociaux des associations subventionnées par l'État. Cela pose également la question du dimensionnement du soutien des autorités nationales mais aussi européennes par le biais des fonds financiers. Ces derniers sont souvent mal adaptés, complexes et paradoxalement trop élevés pour être parfaitement maitrisés par les acteurs locaux.

Des difficultés communes aux réfugiés et à la population locale

Cette image positive de l'accueil et de l'intégration des réfugiés dans les petites villes et les zones rurales ne saurait cacher les difficultés rencontrées dans ces territoires. Les problèmes de mobilité, lorsque les réfugiés ne possèdent ni permis de conduire ni véhicule, le manque de services publics, y compris hospitaliers, et la faible offre de cours de français peuvent entraver les parcours d'intégration des réfugiés. Toutefois des solutions existent, comme former les bénévoles qui proposent des formations linguistiques. Surtout, nombre de ces problèmes concernent autant les réfugiés que la population locale.

La mobilité est un enjeu également pour une population vieillissante qui est, par ailleurs, particulièrement touchée par les « déserts médicaux ». Les mesures visant à répondre aux besoins des réfugiés peuvent donc bénéficier à l'ensemble de la population. Le renforcement de l'accueil et de l'intégration des populations étrangères passe avant tout par des politiques de développement et de cohésion territoriale. Il s'agit d'une manière de sortir du cloisonnement dont souffrent les politiques d'asile et d'immigration en Europe et de souligner que l'accueil des populations migrantes est surtout une question sociale.

Les leçons des petites villes

Une des pistes de réflexion de cette expérience dans les petites villes et les zones rurales est de s'interroger sur ce que ces territoires peuvent apporter aux métropoles qui restent et resteront les principaux lieux d'accueil des populations migrantes.

Les grandes villes peuvent apprendre des bonnes pratiques des petites. La force de l'intégration des réfugiés dans ces territoires repose sur la mobilisation des citoyens. Ils ont créé un modèle d'intégration dans lequel les citoyens apportent « ces petits riens » qui aident les réfugiés à acquérir les codes sociaux et culturels de la société française. Ce modèle n'a pas à être circonscrit aux petites villes et villages mais pourrait être reproduit dans les grandes villes au niveau des quartiers où les relations interpersonnelles sont encore possibles. Voici un projet pour les maires d'Europe qui peut contribuer à retisser des liens entre les métropoles et les campagnes.

« En se mobilisant auprès des réfugiés, ces populations locales constituent un formidable accélérateur d'intégration et de cohésion sociale. »



Matthieu Tardis



- Chercheur au Centre migrations et citoyennetés de l'Ifri depuis février 2015.
- Diplômé de l'Institut des hautes études européennes de Strasbourg, il a également étudié dans les universités de droit de Bordeaux et d'Oslo.
- Travaille depuis 15 ans sur les politiques d'immigration et d'asile en France, en Europe et aussi en Tunisie
- Ses axes de recherche comprennent l'asile, l'intégration et les migrations internationales ainsi que leurs impacts sur les politiques européennes.

L'UE est-elle prête pour les prochains défis migratoires ?
***Politique étrangère*, vol. 84, n° 3, automne 2019, disponible sur : https://www.ifri.org/fr/publications/politique-etrangere/articles-de-politique-etrangere/lue-prete-prochains-defis**

PAGE 10 **INFO** S'ENTRETIENT AVEC DOROTHÉE ALLAIN-DUPRÉ SUR L'OBSERVATOIRE MONDIAL

Réduire les inégalités et l'exclusion à Paris

En mars 2016, la CEB a approuvé un prêt de 200 millions d'euros à la Ville de Paris pour soutenir son ambitieux Plan d'investissement social pour la période 2015-2020, qui vise à financer des infrastructures éducatives et d'accueil des réfugiés et d'autres personnes vulnérables.

Les investissements poursuivent trois buts principaux : mettre aux normes les infrastructures pédagogiques de la Ville, rmettre en place des structures structures d'accueil pour les demandeurs d'asile et autres personnes vulnérables et respecter les objectifs climatiques formulés par la Ville.

Répondre aux normes en matière d'éducation

L'éducation est un moyen formidable d'atténuer le chômage et l'exclusion chez les jeunes, et de réduire les différences entre les régions et entre les sexes en matière de compétences et de niveaux d'éducation. Le programme de la Ville de Paris couvre tous les niveaux d'enseignement, de la petite enfance à l'enseignement supérieur, et entend moderniser les établissements scolaires et en assurer l'accès aux personnes à mobilité réduite et aux personnes handicapées.

Faire face aux changements démographiques

Au cours des trois dernières années, la capitale française a vu une diminution importante du nombre d'enfants d'âge scolaire, après plusieurs années d'augmentation régulière. La municipalité a ainsi décidé d'investir davantage dans la rénovation des écoles plutôt que dans leur construction. Dans le même temps, elle a proposé une nouvelle vision tournée vers des bâtiments polyvalents, en les adaptant pour répondre aux besoins de différentes populations et de différents publics.

Respecter les objectifs climatiques

La Ville de Paris s'est engagée à poursuivre des objectifs climatiques ambitieux. Elle entend diminuer sa consommation énergétique de 30 % à l'horizon 2020, de 40 % d'ici 2030 et de 60 % à l'horizon 2050. Elle prévoit également la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre de 50 % à l'horizon 2030 et de 100 % d'ici 2050, afin d'atteindre la neutralité carbone. Paris compte 656 écoles, qui représentent à elles seules un tiers de la consommation énergétique de tous les bâtiments publics de la ville. L'amélioration de leur efficacité énergétique est donc essentielle pour honorer ces engagements.



Des résultats probants

La Ville de Paris a privilégié des contrats de modernisation auprès des entreprises de services énergétiques sur les méthodes de réaménagement traditionnelles, avec pour effet des progrès tangibles vers la réalisation de ses objectifs climatiques. Le soutien financier de la CEB s'est avéré essentiel pour la rénovation de 153 bâtiments sur une période de 15 ans, le tout assorti d'un objectif global de réduction de la consommation énergétique de 30 %. Le contrat prévoit ainsi une diminution de la consommation annuelle estimée à 14 GWh, ce qui représente une économie de plus de € 1 million et une réduction des émissions de CO2 supérieure à 3 000 tonnes par an.

En vue de pouvoir baisser la consommation d'énergie de 40 % sur cinq ans, 60 écoles additionnelles bénéficieront de contrats de modernisation semblables dans le cadre d'un programme dédié. Les résultats des 100 écoles pilotes attestent qu'une diminution de la consommation d'au moins 30 % est un objectif tout à fait réalisable : elle l'a été en fait de 38 %.

Répondre aux besoins des plus vulnérables

Les fonds de la CEB destinés aux demandeurs d'asile, aux réfugiés et aux autres populations vulnérables aident la Ville de Paris à mettre en place ou à réhabiliter des structures d'accueil d'urgence. La Ville peut ainsi répondre à la demande croissante et encourager

Prêt de la CEB :
€ 200 millions

Institution partenaire :
Ville de Paris

Bénéficiaires directs :
élèves et communauté éducative (volet éducation); demandeurs d'asile et autres personnes vulnérables (volet migrants et réfugiés)

État du projet :
en cours, date d'achèvement fixée à 2021.





l'intégration sur le long terme, en développant notamment des centres de services sociaux et des cours d'apprentissage de la langue française. L'essentiel de ce financement a contribué à la création de deux centres d'accueil : l'un situé à Porte de la Chapelle (dans le nord de Paris) et l'autre à Ivry-sur-Seine (au sud-est de Paris). Le centre d'hébergement d'urgence construit à Ivry a accueilli 3 500 personnes vulnérables en l'espace de deux ans.

Exemple de projet :
Le centre d'hébergement d'urgence de Paris-Ivry

Ce centre est géré par l'organisation non gouvernementale (ONG) humanitaire Emmaüs, dans le cadre d'un contrat avec la Ville. Il représente désormais un modèle de bonnes pratiques pour les structures d'accueil d'urgence. Cet établissement prend en charge les personnes vulnérables ayant soumis (ou ayant droit de soumettre) une demande d'asile, notamment les familles, les femmes célibataires, les enfants et les individus présentant des problèmes de santé. Le centre de Paris-Ivry s'est donné pour mission de leur offrir le gîte et le couvert tout en les aidant à faire les premiers pas vers l'intégration. Il s'agit de l'unique centre de ce type à inclure des installations de santé et d'éducation.

Le centre consiste en six îlots, chacun disposant de 67 places. Chacun comporte un bureau réservé pour l'administration, ainsi que des installations sanitaires et des laveries automatiques communes. Chaque famille se voit accorder une chambre dont la taille varie en fonction de ses besoins. Nous y trouvons aussi un espace commun destiné à la restauration et aux activités sociales et éducatives, ainsi que des salles de consultation médicales et une école comptant quatre classes, une bibliothèque, un espace informatique et une salle de réunion.



Exemple de projet :
Groupe scolaire Beaujon

Ce groupe scolaire prend en charge près de 400 élèves de maternelle et du primaire. Les travaux de restauration ont compris la construction de bâtiment afin de remplacer d'anciennes installations dysfonctionnelles, la modernisation, l'aménagement de cantines et l'amélioration de l'accessibilité. La transformation a été réalisée en deux étapes : l'aménagement de dix classes de primaire, puis de huit classes de maternelle.

Renforcer les services locaux dans la région de Žilina

En 2001, la région de Žilina a repris certaines responsabilités assumées auparavant par le gouvernement central de la République slovaque. Dans ce contexte, la CEB a apporté un appui financier pour améliorer le transport local et régional, la planification territoriale, l'éducation, les services sociaux et de santé, la culture et le tourisme.

Lorsque la région de Žilina a repris ces responsabilités du gouvernement, elle s'est effectivement engagée à fournir :

- 1 422 km de routes 786 ponts inclus
- 26 établissements médico-sociaux
- 4 hôpitaux et une polyclinique
- 22 établissements culturels (théâtres, bibliothèques publiques, musées, centres culturels, etc.)
- 61 établissements scolaires

La quasi-totalité de l'infrastructure en place méritait d'être rénovée et modernisée. Les hôpitaux et le réseau routier de la région devaient également être développés pour répondre à l'augmentation du trafic et de la demande de services. Dans les seuls secteurs de la santé et des transports, les besoins de réhabilitation et d'expansion à court et moyen terme s'élevaient respectivement à € 130 et € 150 millions.

Un défi à relever

La région a élaboré des stratégies à moyen terme afin de développer les infrastructures et les services existants. Elle a ciblé les subventions de l'UE au titre des Fonds structurels et de cohésion pour couvrir une partie des coûts. La CEB a assuré l'appui financier associé au cofinancement, par la région, des projets soutenus par l'UE. La Banque a également contribué à une utilisation efficace et en temps utile des ressources de l'UE grâce à des «financements relais» permettant la mise en œuvre d'une partie des investissements avant réception de ces fonds.

À ce jour, la CEB a contribué à la réhabilitation de sites culturels, de centres culturels et de services sociaux, de musées, de bibliothèques publiques, et de routes régionales et locales. Des établissements d'éducation générale et de formation professionnelle ont étés rénovés, et des centres hospitaliers construits ou modernisés.

Plusieurs ponts ont été construits ou rénovés, et du matériel d'entretien routier a été acheté afin de garantir un accès continu et sécurisé à toute la région, même en hiver.

Exemples de projet :
La culture

Désormais reconverti en musée, le château Budatín date de la deuxième moitié du XIII[ème] siècle et a été reconstruit dans le style Renaissance au milieu du XVI[ème] siècle. Plusieurs espaces, tels les écuries, la ferme et les sentiers, ont été reconstruits ou réaménagés.



Toutes les photos © Žilinská

PAGE 12 DIX-NEUF NOUVEAUX PRÊTS ONT ÉTÉ APPROUVÉS PAR LA CEB

Prêt de la CEB :
€ 49,5 millions

Valeur totale de l'investissement :
€ 69 millions

Institution partenaire :
la région de Žilina

Bénéficiaires directs :
690 000 personnes

Statut du projet :
en cours, date d'achèvement fixée à 2023



Exemples de projet :
Les soins de la santé

Liptovská Nemocnica dispose d'un total de 280 lits et emploie quelque 576 personnes. Elle satisfait les besoins d'environ 74 000 habitants, ainsi qu'une population saisonnière touristique. Tous ses services d'urgence ont été modernisés et l'établissement a été rénové dans son intégralité.

Quelque 40 km de routes régionales et locales ont été réhabilités, et les travaux se poursuivront jusqu'en 2023.

Les travaux liés aux infrastructures de santé concernent quatre hôpitaux multidisciplinaires, au service d'environ 70 000 habitants. À ce jour, les services d'urgence (soins intensifs) des quatre hôpitaux ont tous été rénovés et modernisés, et un service d'ophtalmologie a été ouvert à l'hôpital de Liptovskv Mikulas. Des travaux sont en cours dans les quatre établissements, notamment en vue d'installer du matériel de pointe.

« La CEB est l'une des banques les plus importantes avec laquelle la Région autonome de Žilina coopère. Nous apprécions grandement le fait que, grâce aux conditions très favorables du programme de financement, nous avons réalisé d'importants investissements et projets dans les domaines des soins de santé et du transport, et nous pouvons également utiliser des ressources avantageuses pour préfinancer des projets financés par l'UE. Nous continuerons très probablement à coopérer avec la CEB à l'avenir pour financer d'autres projets de développement. »
Erika Jurinová, Présidente, Région autonome de Žilina



Exemples de projet :
L'éducation

L'école d'enseignement secondaire technique de Ružomberok a fait peau neuve, et du nouveau matériel a été installé dans ses ateliers et laboratoires. En plus de faire de l'école un lieu agréable et sécurisé pour les étudiants, cette rénovation réduira ses coûts énergétiques.

À propos de la région de Žilina

- **Troisième plus grande des huit régions de la République slovaque, contribuant à 11 % du PIB national**
- **690 434 habitants (2016) et un taux de chômage de 6,92 %**
- **En 2014, la région a affiché des recettes de € 147 millions et des dépenses de € 137 millions. La dette totale a diminué de 2011 à 2014, passant de € 55 millions à € 43 millions.**

Faire la lumière sur les villes et les régions

Dorothée Allain-Dupré est Chef de l'Unité de Décentralisation, investissement public et finances infranationales du Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes de l'OCDE. Elle s'entretient avec Info au sujet de l'Observatoire mondial, qu'elle dirige, et son rôle dans la production de données fiables sur les collectivités locales, leurs finances et leur organisation.

Info: En juin, l'Observatoire mondial des finances et de l'investissement des collectivités territoriales a publié son deuxième rapport et lancé une plateforme en ligne. Pouvez-vous expliquer les raisons de la création de l'Observatoire mondial et ses principaux objectifs ?

DA-D: L'Observatoire mondial a été créé conjointement par l'OCDE et Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) pour répondre à la demande internationale grandissante de données comparatives fiables sur les autorités locales, leurs finances et leur organisation. Les villes et les régions sont en première ligne face à de nombreux défis liés aux mégatendances actuelles, notamment le climat, l'immigration, et la numérisation. Malgré le rôle important et croissant des financements infranationaux, les données comparables en la matière sont bien trop rares.

En 2016, un Observatoire pilote a été développé avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD) pour évaluer la viabilité du projet. Les résultats de cette expérience s'étant avérés concluants, les deux organisations ont prolongé cette initiative avec la constitution, en 2017, d'un Comité de pilotage en charge de suivre le projet. Ce dernier rassemble des représentants des gouvernements nationaux, d'associations infranationales publiques, d'autres organisations européennes et internationales, de banques de développement et de groupes de réflexion. Des partenaires clés, notamment l'UNCDF, la CEB, et DeLoG, se sont joints à l'AFD pour financer l'initiative.

Notre collaboration anime la dynamique de cette initiative, et ce, à un moment très opportun compte tenu des préoccupations mondiales.

L'Observatoire mondial poursuit les objectifs suivants :



Il y a une demande croissante d'informations et de données sur la gouvernance multi-niveaux et les finances infranationales.

- Garantir un accès normalisé, fiable et transparent aux données relatives aux structures, aux finances et aux investissements des autorités locales, comme il l'a déjà fait dans plus d'une centaine de pays.
- Assister les décideurs publics et leurs partenaires (notamment la communauté financière) dans l'évaluation des points forts et des points faibles des systèmes de gouvernance multi-niveaux et des cadres budgétaires des différents pays.
- Servir d'outil de renforcement des capacités et d'apprentissage pour les parties prenantes à tous les échelons de gouvernement, et favoriser le dialogue international sur les questions liées à la gouvernance, aux cadres budgétaires et aux investissements infranationaux.

Info: Pourquoi le rapport de 2019 est-il important ?

DA-D: Il s'intéresse à plus de 120 pays. C'est la première fois qu'est réalisée une collecte aussi systématique de données relatives aux finances et à la structure des collectivités locales. Nous avons par ailleurs élargi notre sélection de données et d'indicateurs, avec plus de détails sur les dépenses, les recettes et la dette, ainsi que des 'instruments de mesure' supplémentaires comme des données par habitant en USD qui viennent compléter les ratios.

Au-delà des données, nous avons diversifié les informations qualitatives qui sont présentées. Par exemple, nous recueillons des informations détaillées sur la façon dont les responsabilités sont attribuées aux différents

niveaux de gouvernement et sur les réformes territoriales récentes ou en cours.

La plateforme en ligne qui accompagne le rapport permet au public d'accéder à l'intégralité de ces données (www.sng-wofi.org) et comprend des outils qui permettent de sélectionner des pays ou des indicateurs à comparer et de générer des graphiques.

Notre objectif est de faire de l'Observatoire mondial un outil pratique, permettant d'aider les décideurs publics, les professionnels sur le terrain, les universitaires et les partenaires financiers à mieux diagnostiquer les défis auxquels sont confrontées les autorités et les finances locales, et à mieux évaluer l'espace budgétaire réservé aux investissements publics ainsi que les domaines à réformer en priorité.

Info: Quels sont les résultats les plus pertinents pour l'Europe et sont-ils susceptibles d'entraîner des changements dans la pratique actuelle de la gouvernance européenne ?

DA-D: Premièrement, il faut savoir que, par rapport au reste du monde, le niveau des dépenses locales en Europe est élevé : en moyenne, plus d'un quart des dépenses publiques européennes sont réalisées au niveau local (26,4 %), contre 24,1 % dans le monde et 18,3 % en Amérique latine, par exemple.

La deuxième conclusion révèle une tendance inquiétante : la part des investissements publics est plus faible en Europe que dans le reste du monde. En 2016, l'investissement public en Europe atteignait en moyenne 3,1 % du PIB et 7,9 % des dépenses publiques totales, contre 4,3 % du PIB et 14,3 % des dépenses publiques totales dans le reste du monde.

Les investissements publics sont particulièrement faibles au niveau local, une situation problématique, étant donné l'importance des villes et des régions dans l'investissement. Les investissements publics infranationaux ont fortement chuté en Europe après la crise financière mondiale. Il a fallu attendre 2017 pour voir la tendance commencer à s'inverser. Selon les données fournies par l'Observatoire, l'investissement public infranational en 2016 représentait seulement 1,2 % du PIB en Europe, contre 1,8 % en Asie Pacifique et 2,6 % en Amérique du Nord.



Dorothée Allain-Dupré

- Dirige l'Observatoire mondial des finances et de l'investissement des collectivités territoriales et supervise le programme de travail sur la gouvernance multi-niveaux et la décentralisation.
- Mme Allain-Dupré a auparavant travaillé à la division Budgétisation et dépenses publiques de la Direction de la Gouvernance publique de l'OCDE en tant que responsable des questions d'emploi public et de budgétisation.
- Titulaire d'une maîtrise en études européennes de l'Université du Sussex et d'un diplôme d'études approfondies de politiques publiques de l'École doctorale de Sciences Po. Elle est également diplômée de Sciences Po Paris.

« Il est impératif de soutenir l'investissement public en Europe, en particulier à l'échelon local. Un faible niveau d'investissement public sur une période prolongée peut sérieusement entraver la productivité et les possibilités socio-économiques des pays et des régions, ainsi que leur résilience face aux mégatendances. »

Info : Quelle est la prochaine étape pour l'Observatoire mondial ?
DA-D: Nous nous sommes engagés à consolider et à développer l'Observatoire mondial, en partenariat avec CGLU et avec le soutien de nos partenaires clés, y compris la CEB. Nous avons l'intention d'étendre le champ d'études de l'Observatoire à de nouveaux pays, d'intégrer de nouveaux indicateurs et d'approfondir l'analyse par région géographique. Nous définirons peut-être également des domaines thématiques spécifiques, et nos partenaires seront indispensables pour définir ces priorités.

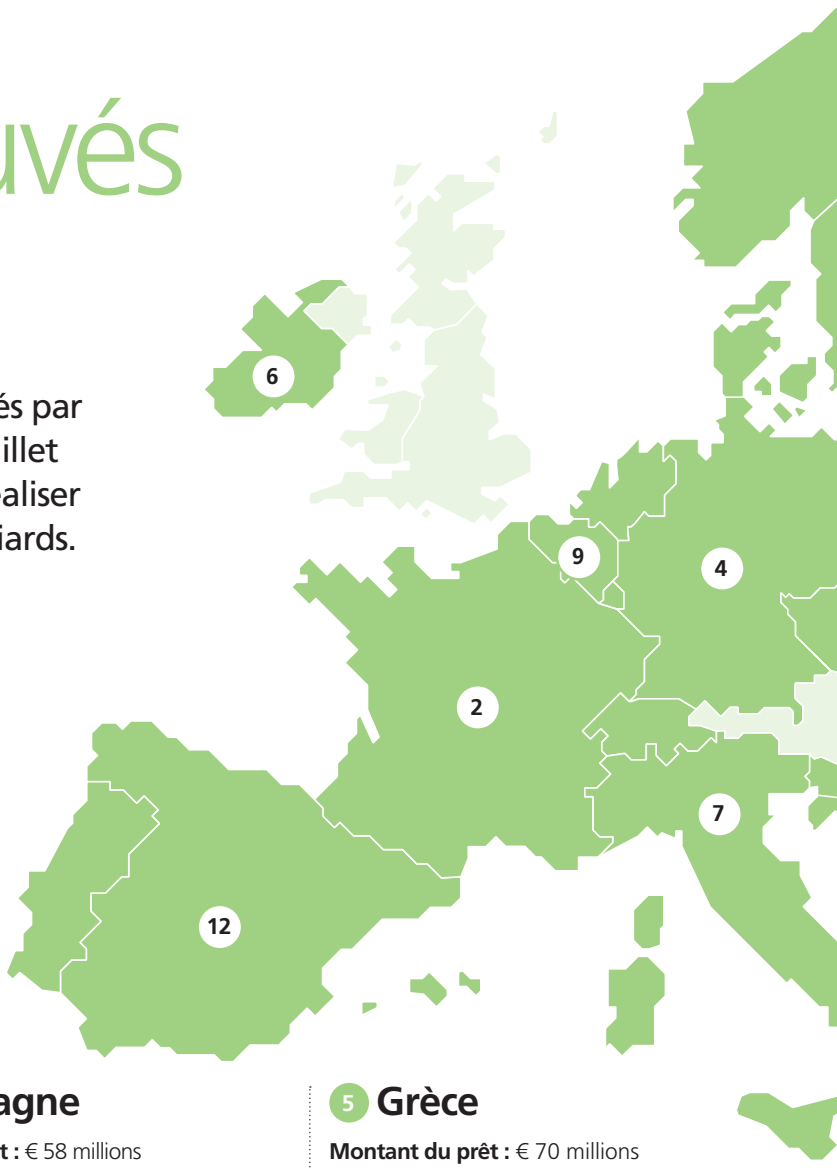
Notre objectif est de bâtir un réseau international d'experts et de susciter un dialogue constructif et éclairé sur les moyens de renforcer les cadres de gouvernance multi-niveaux partout dans le monde. Nous sommes impatients de poursuivre notre collaboration fructueuse avec la CEB et tous les autres partenaires impliqués dans les activités de l'Observatoire mondial.



PAGE 14 APERÇU DES RÉUNIONS ET DES ÉVÉNEMENTS DE LA CEB QUI ONT EU LIEU À LISBONNE CET ÉTÉ

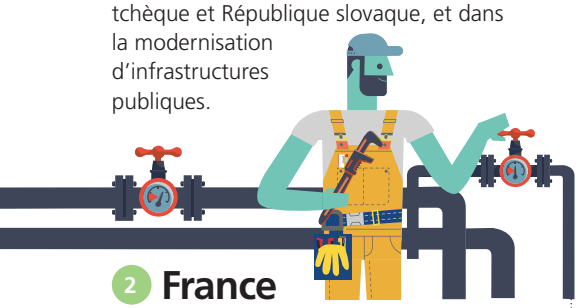
Nouveaux prêts approuvés par la CEB

Dix-neuf nouveaux prêts ont été approuvés par le Conseil d'administration de la CEB en juillet et septembre. Ces prêts permettront de réaliser un investissement total de plus de € 3 milliards.



1 République tchèque

Montant du prêt : € 150 millions
Emprunteur : SG Equipment Finance
Objectif : financer les investissements dans les micros, petites et moyennes entreprises (TPE-PME) en République tchèque et République slovaque, et dans la modernisation d'infrastructures publiques.



2 France

Montant du prêt : € 100 millions
Emprunteur : Syndicat des Eaux d'Île-de-France
Objectif : financer des nouveaux réseaux d'adduction d'eau et de nouvelles technologies de traitement de l'eau au profit de près de 4,6 millions d'usagers.

Montant du prêt : € 100 millions
Emprunteur : Métropole Aix-Marseille-Provence
Objectif : améliorer le système et le réseau du métro de la ville de Marseille.

3 Géorgie

Montant du prêt : € 25 millions
Emprunteur : ProCredit Bank
Objectif : aider les TPE-PME à accroître leur compétitivité et faciliter la création et le maintien d'emplois.



4 Allemagne

Montant du prêt : € 58 millions
Emprunteur : LWB
Objectif : promouvoir la construction de logements sociaux pour les personnes à faible revenu.

Montant du prêt : € 150 millions
Emprunteur : Investitionsbank des Landes Brandenburg
Objectif : financer des investissements éligibles liés aux infrastructures municipales et aux programmes de logements sociaux du Brandebourg.

Montant du prêt : € 63 millions
Emprunteur : Stuttgarter Wohnungs- und Städtebaugesellschaft
Objectif : faciliter la construction, l'acquisition et la rénovation de bâtiments pour l'offre de logements sociaux abordables, et préserver le patrimoine architectural de la ville de Stuttgart.

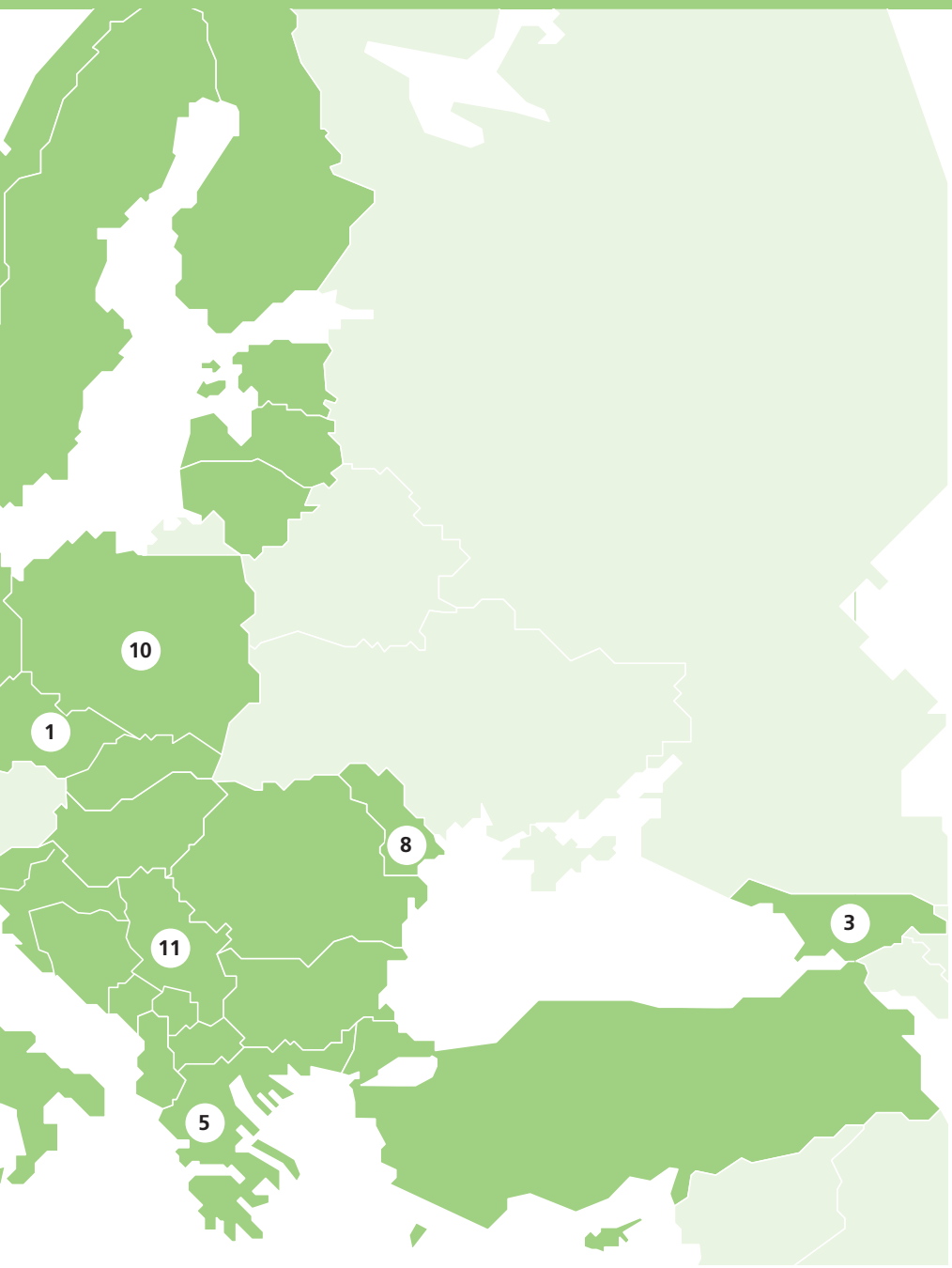
5 Grèce

Montant du prêt : € 70 millions
Emprunteur : Gouvernement
Objectif : réduire les dégâts environnementaux causés par les inondations sévères.



6 Irlande

Montant du prêt : € 150 millions
Emprunteur : Housing Finance Agency
Objectif : permettre la construction d'habitations écoénergétiques et rénover des logements sociaux.



9 Pays-Bas

Montant du prêt : € 150 millions
Emprunteur : Nationaal Energiebespaarfonds
Objectif : aider les propriétaires de biens immobiliers à adopter des mesures d'efficacité énergétique.

Montant du prêt : € 10 millions
Emprunteur : Qredits
Objectif : financer des microcrédits ou des prêts aux PME pour les entrepreneurs n'ayant pas accès au secteur financier.



10 Pologne

Montant du prêt : € 100 millions
Emprunteur : Pekao Leasing
Objectif : soutenir les TPE-PME polonaises dans leurs projets d'investissements productifs.

Montant du prêt : € 34 millions
Emprunteur : Région de Świętokrzyskie
Objectif : aider la région à mettre en place un système de transport performant, et offrir de meilleurs services de santé.



Montant du prêt : € 86 millions
Emprunteur : Ville de Varsovie
Objectif : financer des investissements dans la culture, la santé et les transports publics.

11 Serbie

Montant du prêt : € 54 millions
Emprunteur : Gouvernement
Objectif : financer la construction d'un nouveau bâtiment qui fera partie de l'Hôpital universitaire pour enfants à Belgrade.

12 Espagne

Montant du prêt : € 100 millions
Emprunteur : Nuevo Micro Bank
Objectif : faciliter les prêts aux microentreprises et aux particuliers.

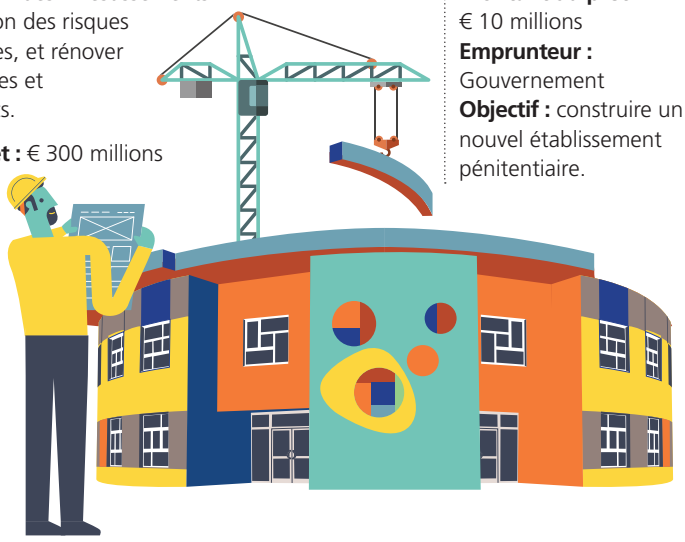
7 Italie

Montant du prêt : € 50 millions
Emprunteur : Municipalité de Gênes
Objectif : soutenir des investissements visant la réduction des risques hydrogéologiques, et rénover des infrastructures et bâtiments publics.

Montant du prêt : € 300 millions
Emprunteur : Cassa Depositi e Prestiti
Objectif : financer la rénovation de 640 bâtiments scolaires à travers le pays.

8 Moldova (République de)

Montant du prêt : € 10 millions
Emprunteur : Gouvernement
Objectif : construire un nouvel établissement pénitentiaire.



La CEB au Portugal

Plusieurs réunions et événements de la CEB ont eu lieu à Lisbonne au début du mois de juillet.



Mário Centeno, Ministre des Finances portugais, et Rolf Wenzel, Gouverneur de la CEB

Plusieurs réunions et événements de la CEB ont eu lieu à Lisbonne au début du mois de juillet.

Organisée par la CEB en collaboration avec la Fondation Calouste Gulbenkian, cette conférence (en anglais) a rassemblé des intervenants de haut niveau venant des quatre coins de l'Europe afin d'examiner le rôle des investissements dans la promotion de l'inclusion sociale en Europe. L'accent a été mis sur les défis actuels en matière de démographie et d'inégalités, et sur les options politiques et d'investissement susceptibles d'y répondre..

Les intervenants ont abordé de nombreux sujets, notamment la transformation numérique, la fragmentation du marché du travail et la productivité, le vieillissement de la population, les questions de l'égalité femmes-hommes, le revenu et les mécanismes d'exclusion sociale et culturelle à l'œuvre.

Carlo Monticelli, Vice-Gouverneur de la CEB, et Clara Raposo, doyenne de la *Lisbon School of Economics & Management*, ont modéré les débats. Carlos da Silva Costa, Gouverneur de Banco de Portugal, a complété ce panel en soulignant le rôle clé joué par la CEB en vue d'une meilleure cohésion sociale en Europe. Il a également plaidé pour l'élaboration de politiques au niveau national, axées sur trois secteurs propices à une croissance inclusive: l'éducation, le marché du travail et l'environnement des affaires.

5 juillet : Réunion Commune annuelle – Rassemblement du Conseil d'administration et du Conseil de direction

Le Ministre des Finances portugais, Mário José Gomes de Freitas Centeno, a ouvert la 54ème Réunion commune de la CEB. Il a félicité la Banque pour sa performance soutenue et durable, et sa capacité à répondre aux besoins de ses États membres. Le Ministre a également mis en avant les domaines liés au développement social dans lesquels le Portugal et la Banque coopèrent activement.

Snežana Samardžić-Marković, Directrice générale du Conseil de l'Europe pour la démocratie, et Dominique Lamiot, Président du conseil de direction de la CEB, ont mis en exergue le rôle que la Banque pourrait jouer face aux défis nombreux et complexes qui sont posés aux sociétés européennes, dans l'intérêt de ses pays membres.



Les thèmes de la conférence étaient variés, de la transformation numérique au vieillissement démographique

Miglė Tuskienė, Présidente du Conseil d'administration de la CEB, a souligné les résultats satisfaisants enregistrés par la Banque au cours de la dernière année, et insisté sur le fait que les projets sociaux peuvent être un facteur décisif dans le soutien à une croissance inclusive pour tous, de telle sorte que personne ne soit laissé pour compte.

Dans l'après-midi, la 313ème réunion du Conseil d'administration de la Banque a approuvé 11 prêts, pour un financement total de près de € 1,1 milliard. Les prêts sont destinés à financer les investissements des TPE-PME, ainsi que l'approvisionnement en eau, les infrastructures sanitaires et scolaires, les logements sociaux, les mesures d'efficacité énergétique, la prévention des catastrophes et la préparation préalable, ainsi que les établissements pénitentiaires conformément aux Règles pénitentiaires européennes. Ce financement devrait permettre de lever quelque € 2 milliards d'investissements à court terme, en faveur de dix pays membres de la CEB.

6 juillet : Réunion avec des partenaires de projet

Les membres du Conseil de direction et du Conseil d'administration se sont entretenus avec les représentants de deux partenaires de la Banque au Portugal – Enterprise for Alqueva Infrastructure Development et le Conseil portugais pour les réfugiés (CPR) – afin d'en savoir davantage sur leurs projets. Le Gouverneur Wenzel a signé un accord de don avec le CPR pour financer la modernisation du Centre d'accueil pour mineurs non accompagnés à Lisbonne.

Partager les connaissances, proposer des solutions

Aujourd'hui, plus de 70 % des Européens vivent en ville et ce chiffre ne fera qu'augmenter. Cette urbanisation rapide a engendré des inégalités sociales et économiques, caractérisées par un accès insuffisant à des logements décents. La CEB a récemment publié un rapport technique examinant le rôle des organisations privées à but non lucratif dans l'octroi de logements adéquats aux groupes sociaux vulnérables.

Les aires métropolitaines de plus d'un million d'habitants concentrent 39 % de la population de l'Union européenne (UE), 41 % des emplois et 47 % de la richesse (PIB) (Eurostat, 2016). Le poids économique relatif de ces villes, en règle générale des capitales, est particulièrement élevé en Europe de l'Est. En Bulgarie par exemple,, la région de Sofia abrite seulement 23 % de la population du pays, mais représente 43 % du PIB national (Eurostat, 2016). Tous les pays d'Europe orientale membres de l'UE (à l'exception de la Slovénie) affichent des taux d'emploi plus élevés dans les aires urbaines qu'en milieu rural.

Des logements abordables et de qualité

Dans 21 capitales de l'UE, seul un tiers des habitants estiment facile de se procurer un logement satisfaisant à un prix raisonnable (Commission européenne, 2015). En 2017, les ménages accablés financièrement[1] représentaient plus de 10 % de l'ensemble des foyers européens ; la proportion étant encore plus élevée dans certains pays d'Europe orientale tels que la Serbie (33,6 %), la Bulgarie (19 %) et la Roumanie (12,5 %) (Eurostat, 2018).

La qualité du logement pose également problème. Dans l'UE, 27 % des jeunes vivent dans des logements surpeuplés. Cette proportion dépasse les 50 % en Hongrie, en Croatie, en Pologne, en Lettonie et en République slovaque, voire les 60 % en Roumanie et en Bulgarie (Eurostat, 2018). Alors que seuls 6 % des européens vivent dans des conditions de logement insalubres (habitats surpeuplés avec des toits qui fuient, pas d'assainissement ou pas assez de lumière), la situation est bien plus préoccupante en Europe de l'Est.

[1] Ménages pour lesquels le prix total du logement correspond à plus de 40 % de leur revenu total.



Publication d'un nouveau rapport technique

Les familles défavorisées, les personnes déplacées, les migrants et les personnes handicapées éprouvent des difficultés à trouver un logement, ou n'y accèdent qu'au prix de démarches éprouvantes. Dès lors, le financement de logements durables et abordables destinés à ces populations vulnérables est au centre des priorités de la CEB.

La Banque a récemment publié un rapport technique intitulé « Social and Affordable Housing Provided by Non-Profit Private Organisations in Europe. » Ce rapport examine le rôle du secteur privé dans l'octroi de logements locatifs sociaux abordables en Europe du nord et de l'ouest. Les acteurs privés sont généralement des organisations à but non lucratif à forte vocation sociale qui mènent leur mission en collaboration avec le secteur public. Le rapport technique avance que l'implication d'acteurs privés à but non lucratif pourrait faire partie d'une solution globale permettant de fournir un logement adéquat aux groupes sociaux les plus vulnérables. Il aborde également quatre modèles distincts d'octroi de logements sociaux abordables par ces acteurs privés, susceptibles d'éclairer les pays d'Europe orientale qui entendent mobiliser de nouveaux partenaires dans ce secteur.



Télécharger le rapport : https://coebank.org/media/documents/Technical_Brief_Affordable_Housing.pdf

Actualités, événements, et publications

Déclaration environnementale de la CEB

La CEB a formalisé son engagement en vue de minimiser l'empreinte environnementale associée à ses activités. La Banque continuera à améliorer sa performance environnementale de plusieurs façons, notamment en renforçant l'efficacité énergétique des systèmes de chauffage et de climatisation, en réduisant l'impact des voyages professionnels et des déplacements quotidiens du personnel, et en limitant sa consommation de fournitures de bureau, de papier, de plastique et d'eau. Le rapport de développement durable de la CEB – publié au printemps prochain – détaillera ces différents points.



Employés de la CEB célébrant la Journée de la CEB en juin dernier

Le personnel de la Banque aide les plus vulnérables

En juin, les employés de la CEB ont fait un don de € 3 500 au profit de trois organisations à but non lucratif (ONG) qui assistent les jeunes des familles à faibles revenus, les réfugiés et les migrants à améliorer leurs connaissances et leurs compétences et à trouver un emploi. Le don a eu lieu lors du « CEB Day », un événement annuel au cours duquel le personnel se rassemble pour participer à des activités extérieures. Les ONG retenues (DUO for a JOB, Simplon, et Kiron) ont été choisies parmi les organisations soutenues par la fondation EPIC, une start-up mondiale à but non lucratif lancée par Alexandre Mars, visant les jeunes défavorisés.

Réunion des responsables de la passation de marchés des BMD

Les responsables de la passation de marchés de toutes les banques multilatérales de développement (BMD) se sont réunis à Luxembourg du 2 au 4 juillet dans le cadre de leur réunion annuelle. Les discussions et les conclusions de la réunion ont souligné l'importance d'avoir des projets bien préparés et des mécanismes solides de supervision des organismes prêteurs lors de projets complexes et importants. La nécessité d'un appui technique optimisé en matière de passation de marché, afin de renforcer les unités chargées de la mise en œuvre des projets dans les pays emprunteurs, a aussi été notée. La prochaine réunion des responsables aura lieu au printemps à Manille, sous la houlette de la Banque asiatique de développement.

L'ÉVOLUTION DE LA NOTATION DE CRÉDIT DE LA CEB

Le 3 septembre 2019, Fitch Ratings a confirmé l'excellente notation de crédit à long terme AA+ attribuée à la CEB, avec une perspective passant de « stable » à « positive ». Quelques semaines plus tôt, le 26 juillet, Moody's avait confirmé la notation à long terme Aa1 de la CEB, avec une perspective stable. En février, Standard & Poor's avait revu à la hausse sa notation, passant de AA+, perspective positive, à AAA, perspective stable ; l'ajustement a été confirmé le 1er juillet. La notation attribuée à la CEB en 2019 reflète sa performance « très bonne » et « excellente » par rapport à plusieurs critères des trois agences de crédit.



BOSNIE-HERZÉGOVINE : UN LOGEMENT EMBLÉMATIQUE

Le 28 août, la famille Rajic a emménagé dans sa nouvelle maison, située dans le village de Grabovica, non loin de Mostar. Il s'agit du millième logement fournis par le Programme régional de logement du pays, et a permis cette famille de retrouver son foyer après avoir été déplacée pendant 26 ans.



Jozo et Janja Rajic avec leur petite-fille, août 2019 © EU

NOUVEAU SEMESTRE, NOUVELLES INFRASTRUCTURES

Les rénovations sont désormais terminées à la faculté de génie mécanique, transport et aéronautique de l'Université technique de Riga. Grace à l'appui financier accordé par la CEB en décembre 2018, cette université – le plus grand centre d'études scientifiques de tous les pays baltes – poursuivra l'amélioration de trois autres campus d'ici la fin 2020.

Calendrier octobre – décembre 2019

Informations complémentaires concernant les prochaines réunions et conférences de la CEB ainsi que d'autres événement



14 – 20 octobre
Washington D.C., États-Unis

Assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international
Rassemblement de banquiers centraux, de ministres des Finances et du Développement, d'acteurs du secteur privé et d'experts universitaires, afin qu'ils échangent sur les enjeux mondiaux et les perspectives économiques mondiales.
Plus d'informations sur : banquemondiale.org/fr/about/what-we-do/annual-meetings

11 – 13 novembre
Paris, France

Forum de Paris sur la Paix
Cet événement international traitera des questions de gouvernance mondiale et du multilatéralisme. La CEB et ses partenaires aborderont le Programme régional de logement.
Plus d'informations sur : parispeaceforum.org/fr/

21 – 22 Nnovembre
Paris, France

Réunion du Conseil d'administration de la CEB
Il s'agit de la dernière réunion du Conseil d'administration de l'année. Les représentants de chaque État membre se réuniront afin d'approuver de nouveaux projets d'investissement. **Plus d'informations sur : coebank.org/fr/about/structure-management/administrative-council/**

5 décembre
Paris, France

Les régions et les villes européennes : moteurs de la croissance et du développement social ?
Organisée par la CEB en collaboration avec le Groupe Caisse des dépôts, cette conférence de haut niveau se penchera sur les défis croissants auxquels sont confrontées les villes et régions européennes, et examinera les solutions envisageables pour favoriser la croissance et offrir de meilleures perspectives pour tous.
Courriel : conference2019@coebank.org

6 décembre
Paris, France

Réunion du Conseil de direction de la CEB
Il s'agit de la dernière réunion du Conseil de direction de l'année 2018. Le Conseil de direction supervise la direction générale de la Banque.
Plus d'informations sur : coebank.org/fr/about/structure-management/governing-board/

Nos dernières publications

Toutes les publications de la CEB peuvent être téléchargées sur son site Internet. Visitez https://coebank.org/fr/ et cliquez sur Actualités et publications.

RETROUVEZ LA PROCHAINE ÉDITION **d'Info** EN JANVIER

LOGEMENTS À DESTINATION DES POPULATIONS VULNÉRABLES : MOBILISER LE SECTEUR PRIVÉ

Ce rapport technique décrit dans quelle mesure la mobilisation des acteurs privés à but non lucratif peut contribuer à l'octroi de logements adéquats aux groupes sociaux les plus vulnérables. Rapport révisé par Samir Kulenovic et Kristina Maslauskaite.



BULLETIN D'INFORMATION SUR LE PRL (MAI-AOÛT 2019)

Le bulletin trimestriel concernant le Programme régional de logement (PRL) inclut notamment un compte rendu des principales mises en œuvre, des témoignages des bénéficiaires, et les principaux événement à venir. Le communiqué est disponible sur : **http://regionalhousingprogramme.org/wp-content/uploads/publications/RHP_Newsletter_2019_No_15.pdf**



Vous souhaitez vous joindre à la CEB ? Découvrez nos projets dans notre dernière vidéo.

https://www.youtube.com/watch?v=F8wGx653Lfo&feature=youtu.be



CEB's Support for European Cities and Regions

Le rôle de la CEB en faveur des villes et régions européennes

Local authorities are best placed to identify which policies and projects need the most urgent financing to promote the economic inclusivity of the most vulnerable, safeguard against climate change, and foster social cohesion.

Over the past five years, the CEB has approved more than €7 billion in financing for cities and regions in its member countries.

Les collectivités locales sont les mieux placées pour identifier les politiques et les projets qui sont les plus urgents à financer afin de promouvoir l'inclusion économique des plus vulnérables, d'améliorer la résilience aux changements climatiques et de favoriser la cohésion sociale.

Au cours des cinq dernières années, la CEB a approuvé des financements de près de € 7 milliards en faveur des villes et régions de ses pays membres.

Direct lending to cities and regions and their utility companies

Des prêts directs aux villes, aux régions, et à leurs entreprises de services publics



How does the CEB support local communities?

Comment la CEB soutient-elle les communautés locales ?



On-lending operations through national/regional development banks, development funds, and other financial intermediaries

Des opérations de prêts intermédiés avec des banques de développement nationales/régionales, des fonds de développement et d'autres intermédiaires financiers

Financing support to EU-funded investments undertaken by cities and regions in the social sector

Un appui financier aux investissements réalisés par les villes et régions dans le secteur social, qui font l'objet d'un financement de l'Union européenne





Technical, operational and financial know-how to support cities and regions to prepare, implement and monitor projects.

Un savoir-faire technique, opérationnel et financier pour aider les villes et les régions dans la préparation, la mise en œuvre et le suivi de leurs projets



Promoting positive outcomes for everyone

The CEB has closed funding gaps on key social investments in urban and rural infrastructure across a range of sectors, most notably education, health, and affordable and social housing. This aims to foster social cohesion, promote the economic inclusion of the most vulnerable, and safeguard against climate change.

Promouvoir des résultats positifs pour tous

La CEB a comblé les déficits de financement d'investissements sociaux essentiels dans les infrastructures urbaines et rurales de plusieurs secteurs, plus particulièrement l'éducation, la santé, et le logement social abordable. L'objectif est de favoriser la cohésion sociale, de promouvoir l'inclusion économique des plus vulnérables et de se prémunir contre le changement climatique.

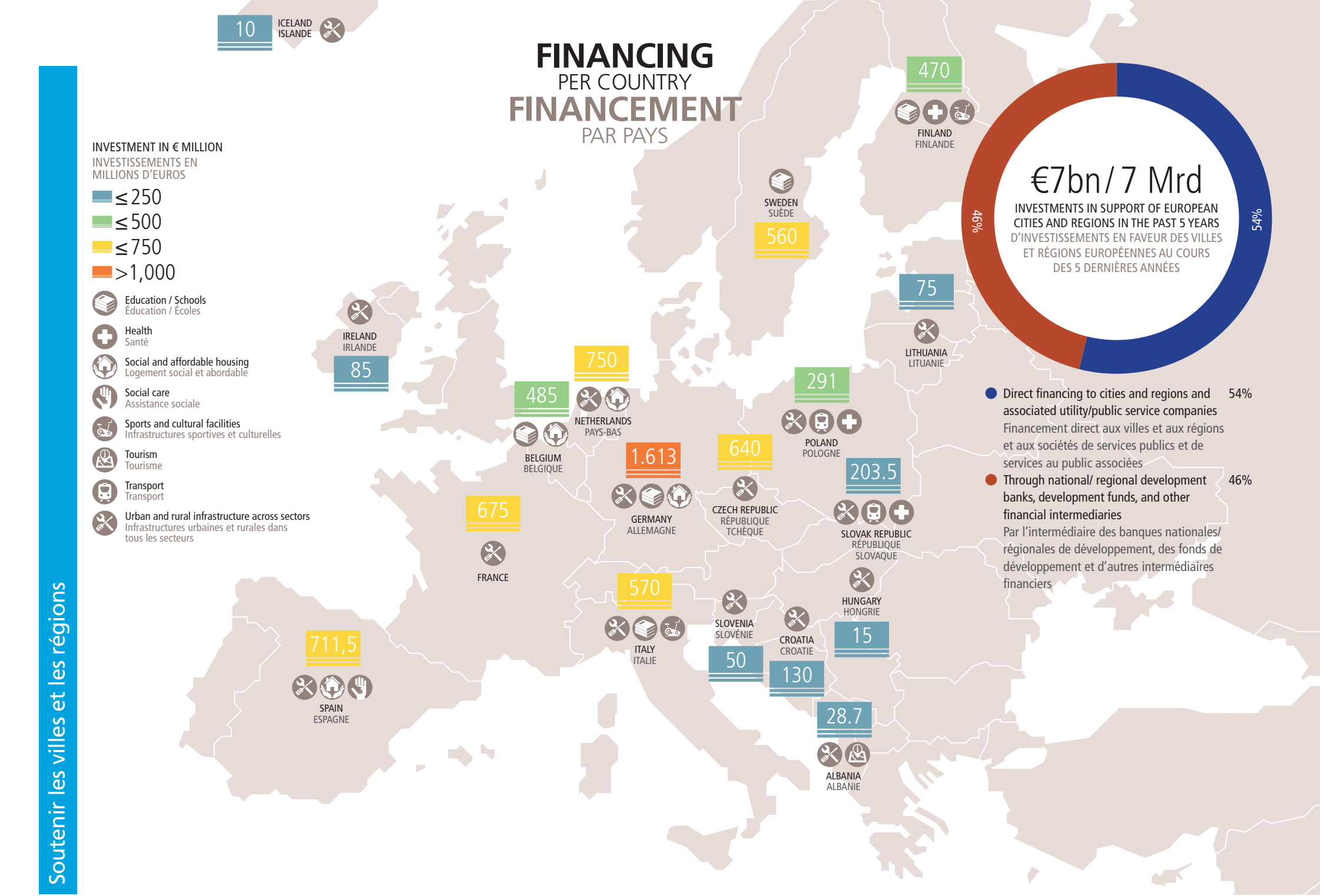
Soutenir les villes et les régions

FINANCING
PER COUNTRY
FINANCEMENT
PAR PAYS

INVESTMENT IN € MILLION
INVESTISSEMENTS EN MILLIONS D'EUROS

- ≤250
- ≤500
- ≤750
- >1,000

- Education / Schools — Éducation / Écoles
- Health — Santé
- Social and affordable housing — Logement social et abordable
- Social care — Assistance sociale
- Sports and cultural facilities — Infrastructures sportives et culturelles
- Tourism — Tourisme
- Transport — Transport
- Urban and rural infrastructure across sectors — Infrastructures urbaines et rurales dans tous les secteurs



- **Direct financing to cities and regions and associated utility/public service companies** — 54%
  Financement direct aux villes et aux régions et aux sociétés de services publics et de services au public associées
- **Through national/ regional development banks, development funds, and other financial intermediaries** — 46%
  Par l'intermédiaire des banques nationales/ régionales de développement, des fonds de développement et d'autres intermédiaires financiers